

**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES**

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR : 2023/713/3.5

Objet: Arrêté temporaire relatif à l'occupation du domaine public communal aux fins d'activité professionnelle régulière.

Le Maire de la ville d'Aigues-Mortes,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, L 2212-1 et suivants ;

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code de commerce

VU la délibération n° 91.12.2011 fixant les conditions générales et particulières d'occupation du domaine public et particulièrement le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal,

VU l'arrêté n°2022-177 du 30 mars 2022 valant règlement d'occupation du domaine public de la Commune d'Aigues-Mortes aux fins d'activité professionnelle régulière,

VU la délibération 2022-8/7.1 du 23 mars 2022 du Conseil Municipal portant tarification de l'occupation du domaine public,

VU la demande en date du 07/11/2023 par laquelle **M. Marc VANDERSTRAETEN**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'exploiter son commerce,

ARRETE :

Article 1 : La SAS « M.V.D.S. », immatriculée : 402 704 498 au RCS de Nîmes, dont le gérant est **M. Marc VANDERSTRAETEN**, est autorisée à occuper au **19, rue de la République**, correspondant à la zone orange (autres commerces) une superficie de **17 M²** à 72 euros le m² au droit de son commerce, «**BAR PUB LE TAC TAC**», selon les modalités définies dans la délibération et l'arrêté municipal susmentionnés. Pour cette occupation, une redevance de **1224 euros** correspondant au tarif à l'année est due selon les modalités susvisées.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable jusqu'au 31 mars 2024. Elle est personnelle, incessible.

Article 3 : Le non-paiement de la redevance fixée à l'article 1 peut entraîner le retrait de l'autorisation selon les modalités définies dans la délibération et l'arrêté municipal susmentionnés.

Article 4 : La présente autorisation ne s'applique pas pour les manifestations exceptionnelles. Une demande spécifique est à adresser à la Mairie quinze jours au moins avant la manifestation. Elle fera l'objet d'une autorisation sous forme d'arrêté.